

Boîte postale 269
93205 Saint-Denis
cedex

TÉLÉPHONE :

01 49 33 66 66

TÉLÉCOPIE :

01 49 33 69 69

SITE INTERNET :

www.ville-saint-denis.fr

DIRECTION DES BATIMENTS ET
DE L'ARCHITECTURE
S\FERMETURE\HURACAN-70

**ARRETE COMMUNAL PRONONCANT LA FERMETURE DE L'ETABLISSEMENT
RECEVANT DU PUBLIC**

HURACAN
4-6 chemin du fort de la Briche
93200 SAINT-DENIS

Le Maire de la Ville de Saint-Denis

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L.143-1 à L.143-3, ainsi que les articles R 143-1 à R.143-55 ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité concernant les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu le courrier du Préfet de la Seine-Saint-Denis en date du 3 février 2022 informant que ses services ont contrôlé, durant la nuit de la Saint-Sylvestre, l'établissement recevant du public « HURACAN » n'ayant pas respecté l'arrêté préfectoral de fermeture des établissements à 2h00 et situé au 4-6 chemin du Fort de la Briche à Saint-Denis ;

Vu l'avis défavorable des services instructeurs de la préfecture à l'Autorisation de travaux (AT 93 066 22 A 0035) en date du 5 juin 2022 ;

Vu la visite de l'établissement « LE HURACAN » effectuée par les services municipaux le 3 mai 2022 ;

Vu les courriers de la Commune de Saint-Denis en date du 3 juin 2022, précisant que l'établissement recevant du public « HURACAN », exploité par Messieurs Kamal DIARRA et Adama BARO également propriétaires, est ouvert au public sans autorisation et l'enjoignant de cesser toutes activités et de fermer l'établissement au public tant que sa situation administrative ne serait pas conforme à la réglementation des établissements recevant du public ;

Vu le procès-verbal ci-annexé, établi le 6 janvier 2023 par la commission communale de sécurité et d'accessibilité à la suite de la visite de l'établissement **HURACAN** sis 4-6 chemin du fort de la Briche à Saint-Denis, ;

Considérant qu'au 4-6 chemin du fort de la Briche à Saint-Denis est situé un établissement recevant du public (salle d'événements) pouvant être classé en type P, N de 3^{ème} catégorie dénommé « HURACAN » dont les exploitants et propriétaires sont Messieurs Kamal DIARRA et Adama BARO ;

Paullele
11/01/2023

Saint ★
Denis

Considérant que par courriers en date du 3 juin 2022 adressés aux exploitants et propriétaires de l'établissement susvisé, la Commune de Saint-Denis a enjoint l'établissement « HURACAN » de cesser toutes activités et de fermer l'établissement au public tant que la situation administrative de l'établissement ne serait pas conforme à la réglementation des établissements recevant du public ;

Considérant que les injonctions des courriers susvisés du 3 juin 2022 sont restées sans effet,

- « Notification de l'avis défavorable de la Préfecture de Seine Saint-Denis concernant l'AT n°9306622A0035 du 05/06/2022 ;
- Ouverture au public de l'établissement alors qu'un courrier de la Mairie de Saint-Denis du 03/06/2022 CD/NH 113 interdit son ouverture ;
- Non fonctionnement de l'alarme ;
- Alarme inadaptée au type d'activité ;
- Présence de cigarettes éteintes sur le sol ;
- Revêtement de sol brûlé à plusieurs endroits ;
- Présence d'aménagements muraux, de revêtement de sol, et d'éléments de décoration sans procès-verbaux de réaction au feu ;
- Présence de portes n'ouvrant pas dans le sens de la sortie ;
- Extincteurs non fixés ;
- Absence de place de stationnement entraîne une occupation anarchique de la voie publique et un stationnement sur les bouches d'incendie ;
- Absence d'isolation de la piste de danse par rapport aux studios d'enregistrement et au restaurant ;
- Absence d'attestation de solidité à froid ;
- Absence de rapport de vérification après travaux ;
- Absence de rapport de vérification périodique des installations électriques ;
- Présence d'aménagements électriques anarchiques ne présentant pas les garanties de fixation et de réaction au feu nécessaires. »

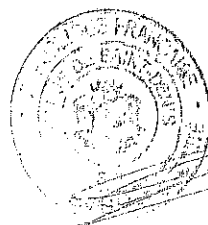
Considérant que lors de sa visite sur visite du 6 janvier 2023, la commission communale de sécurité et d'accessibilité à constater les désordres suivants :

Considérant, que la commission communale de sécurité et d'accessibilité a alerté la commune sur la dangerosité de l'établissement, compromettant gravement l'exploitation de ce dernier et précisant notamment que la présence de fumeurs sur la piste de danse attestée par des traces de brûlure du revêtement de sol et des mégots peut être à l'origine d'un départ d'incendie ;

Considérant qu'en cas de départ de feu, la présence d'éléments de décoration et d'isolement non conformes risque une propagation très rapide de l'incendie au studio d'enregistrement et au restaurant ;

Considérant en outre que l'absence d'alarme en bon fonctionnement et adaptée ainsi que d'issue de secours en nombre suffisant par rapport au public accueilli mettra en danger le public présent et empêchera une évacuation sûre et rapide ;

Considérant qu'un incendie risquerait d'entraîner dans la foulée un effondrement des structures métalliques de l'établissement ;



Pour copie conforme
C. DAQUEN
Ingénieur Technicien

Considérant également que les secours seraient confrontés à l'impossibilité de s'alimenter sur les bouches d'incendie du fait du stationnement anarchique ;

Considérant que compte tenu des nombreux risques avérés, la CCSA a attiré l'attention, à l'unanimité de ses membres, sur le danger avéré de cet établissement pour le public ;

Considérant en conséquence qu'il y a urgence à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour faire cesser ce danger grave et imminent pour la sécurité publique ;

Considérant, que l'état de l'établissement compromet gravement la sécurité du public et que compte-tenu des risques graves et du danger imminent auxquels est exposé le public en cas d'incendie ou de panique, il est constant que la fermeture temporaire de l'établissement « HURUCAN » jusqu'à la réalisation des travaux nécessaires pour lever les anomalies constatées par la Commission communale de sécurité et d'accessibilité est aujourd'hui la seule mesure adéquate pour assurer la sécurité du public ;

ARRÊTE

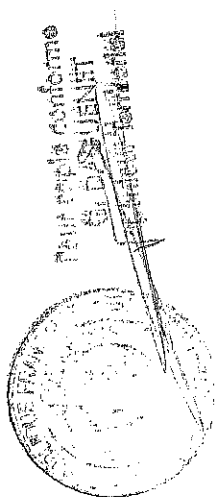
ARTICLE 1^{er}

L'établissement dénommé « HURACAN » sis 4-6 chemin du fort de la Briche à Saint-Denis, de type P et N de 3ème catégorie est fermé au public dès notification du présent arrêté à Messieurs Kamal DIARRA et Adama BARO, en leurs qualités d'exploitants et propriétaires.

ARTICLE 2

L'ouverture de l'établissement HURACAN cité à l'article 1^{er} du présent arrêté, ne pourra être prononcée que par un arrêté municipal après avis de la commission communale de sécurité et d'accessibilité et constatant de la réalisation des travaux permettant de mettre un terme aux anomalies suivantes :

- Notification de l'avis défavorable de la Préfecture de Seine Saint-Denis concernant l'AT n°9306622A0035 du 05/06/2022 ;
- Ouverture au public de l'établissement alors qu'un courrier de la Mairie de Saint-Denis du 03/06/2022 CD/NH 113 interdit son ouverture ;
- Non fonctionnement de l'alarme ;
- Alarme inadaptée au type d'activité ;
- Présence de cigarettes éteintes sur le sol ;
- Revêtement de sol brûlé à plusieurs endroits ;
- Présence d'aménagements muraux, de revêtement de sol, et d'éléments de décoration sans procès-verbaux de réaction au feu ;
- Présence de portes n'ouvrant pas dans le sens de la sortie ;
- Extincteurs non fixés ;
- Absence de place de stationnement entraîne une occupation anarchique de la voie publique et un stationnement sur les bouches d'incendie ;
- Absence d'isolation de la piste de danse par rapport aux studios d'enregistrement et au restaurant ;



- Absence d'attestation de solidité à froid ;
- Absence de rapport de vérification après travaux ;
- Absence de rapport de vérification périodique des installations électriques ;
- Présence d'aménagements électriques anarchiques ne présentant pas les garanties de fixation et de réaction au feu nécessaires.

Du fait que la commission communale de sécurité et d'accessibilité a alerté la commune sur la dangerosité de l'établissement, compromettant gravement l'exploitation de ce dernier et précisant notamment que du fait de la présence de fumeurs sur la piste de danse attestée par des traces de brûlure du revêtement de sol et des mégots à plusieurs endroits peut être à l'origine d'un départ d'incendie. Dans ce cas la présence d'éléments de décoration et d'isolement non conforme risque une propagation très rapide de l'incendie au studio d'enregistrement et au restaurant. L'absence d'alarme en bon fonctionnement et adaptée ainsi que d'issue de secours en nombre suffisant par rapport au public accueilli mettra en danger le public présent et empêchera une évacuation sûre et rapide.

Du fait de l'absence de notion de stabilité au feu du bâtiment entrainerait dans la foulée un effondrement des structures de l'établissement.

Du fait de l'impossibilité de s'alimenter sur les bouches d'incendie du fait du stationnement anarchique.

Les personnes mentionnées à l'article 3 tiennent à disposition des services de la mairie ou de la commission de sécurité tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans les règles de l'art.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera transmis au contrôle de légalité, notifié aux personnes suivantes :

- Monsieur Kamal DIARRA, exploitant et propriétaire
- Monsieur Adama RABO, exploitant et propriétaire

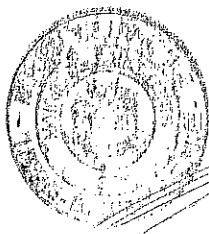
et affiché à la porte de l'établissement ainsi qu'en mairie de Saint-Denis.

Le présent arrêté sera également publié sur le site Internet de la Mairie de Saint-Denis, conformément au III de l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 4

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de la Seine Saint-Denis
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police de Saint-Denis
- Brigade des Sapeurs-Pompiers de Saint-Denis
- Laboratoire Central de la Préfecture de Police de Paris
- DRIEAT de la Seine Saint-Denis
- Monsieur le directeur de la police municipale



Pour copie conforme
 C. DAUBERT
 Maire territorial

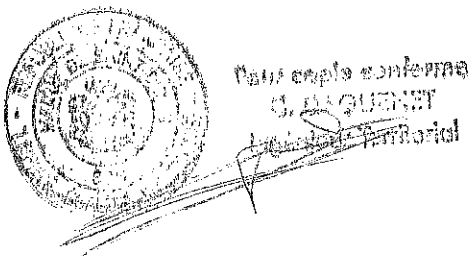
ARTICLE 5

Toutes les autorités de Police, Gendarmerie et de justice sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A SAINT-DENIS, LE - 6 JAN. 2023

POUR LE MAIRE DE SAINT-DENIS
ET PAR DELEGATION

BENJAMIN MEURA
ADJOINT AU MAIRE



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans ce délai vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7 rue Catherine Puig 93100 Montreuil-sous-bois, dans les deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou de celle de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution du présent arrêté.